

République Française - Département du Rhône

Commune de Saint Laurent de Mure
Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Nombre de membres :

Afférents au Conseil municipal : 29

En exercice : 26

Qui ont pris part à la délibération : 25

Séance du 15 novembre 2017

L'an deux mille dix-sept

à 20 heures 00

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Christiane GUICHERD, maire de la commune.

Présents : *Christiane GUICHERD, Patricia MIQUET, Bernard LACARELLE, Françoise LIBEAU, Jack CHEVALIER, Catherine GIORGI, Magali BERLIOZ, Franck SARRUS, Bernard AMBROSI, Yvette TARDIF, Michèle NICOLAS, Michel VEY, Marc COMBOURIEU, Hervé MASSARDIER, Joëlle MOIROUD, Jacques THOMAS, Didier PIGNARD, Michelle HUVET, Philippe PERNOT, Aurélie VIOT-BROIZAT.*

Procurations : *Audrey DESNEUX donne procuration à Christiane GUICHERD, Valérie GUYOT-BEGUE donne procuration à Françoise LIBEAU, Elisemène GAGNEUX donne procuration à Yvette TARDIF, Bernard THOUVENEL donne procuration à Bernard AMBROSI, Bernard BEGUIN donne procuration à Patricia MIQUET.*

Excusé(s) : *Clarisse CELANI*

Absent : *Néant*

Secrétaire de séance : *Aurélie VIOT-BROIZAT*

Date de la convocation : *08 novembre 2017*

Date d'affichage : *08 novembre 2017*

**086/2017 – PRESCRIPTION DE LA REVISION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) AVEC EXAMEN
CONJOINT ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION**

Jack CHEVALIER expose :

Lors de la révision du PLU approuvée le 11 juillet 2012, une erreur a été faite sur le plan de zonage. En effet, au sud de la rue Grands de Vents, les limites de la zone UC (zone dont la vocation principale est l'habitat individuel ou groupé) ne sont pas cohérentes avec la réalité du terrain. Le tracé de cette zone forme un décroché à la limite d'une parcelle déjà urbanisée classée en zone Nc.

Cette différence de zonage n'est pas justifiée par les formes urbaines puisque les parcelles formant la fin de la zone UC viennent d'être urbanisées alors que la parcelle adjacente est, quant à elle, déjà construite depuis les années 1970 (illustration – annexe 1).

De plus, sur le terrain, c'est le chemin rural situé à l'Est du terrain en question qui fait la limite physique entre la partie urbanisée et la partie naturelle, tant d'un point de vue paysager que d'un point de vue de l'occupation des sols.

Cette incohérence de zonage avait été soulignée dès 2012 par les propriétaires du terrain, avant l'approbation du PLU, mais après la fin de l'enquête publique. La remarque n'avait donc pas pu être intégrée à la version approuvée du PLU.

L'objectif de cette procédure est de corriger cette erreur de zonage en modifiant les contours de la zone UC. Cet objectif a été partagé par la commission « Urbanisme, Foncier » réunie en date du 7 novembre 2017.

A noter que la rectification de cette erreur n'a pas pu être intégrée aux différentes procédures de modifications du PLU qui ont déjà été menées car la procédure de modification ne permet pas de réduire une zone naturelle.

Toutefois, l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme permet de réduire une zone naturelle sans réviser entièrement le PLU par le biais d'une procédure de révision avec examen conjoint dès lors qu'il n'est pas porté atteinte aux orientations définies par le Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et que l'objet est limité à la réduction d'espaces naturels et agricoles ou d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.

Les adaptations envisagées portant sur un terrain d'une taille limitée (2500 m² maximum), elles ne sont pas susceptibles de remettre en cause le PADD défini lors de la révision générale du PLU. Elles relèvent donc bien du champ d'application de l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Cette procédure de révision avec examen conjoint est simplifiée au niveau des modalités de la consultation des Personnes Publiques Associées (PPA) qui sont invités à faire part de leur avis à l'occasion d'une réunion conjointe permettant l'examen du projet avec l'Etat et la commune.

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-34, L103-3, R153-12, R153-20 et R153-21,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°052/2012 du 11 juillet 2012, approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Vu la délibération du Conseil Municipal n°049/2013 du 22 mai 2013, approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°079/2015 du 16 décembre 2015, approuvant la modification n°2 du PLU,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°060/2017 du 12 juillet 2017, approuvant la modification n°3 du PLU,

Considérant l'erreur de délimitation de la zone urbaine UC, réalisée lors de la révision du PLU, qui n'a pas englobée un terrain déjà urbanisé,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le périmètre d'une zone naturelle pour rectifier cette erreur,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le périmètre de la zone UC pour rectifier cette erreur,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le plan de zonage 1/3 du PLU,

Considérant que l'adaptation projetée relève du champ d'application de l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme dans la mesure où la révision a uniquement pour objet de réduire une zone naturelle et qu'il n'est pas porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en œuvre une procédure de révision avec examen conjoint de l'Etat, de la commune, et des personnes publiques associées conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que conformément à l'article R153-12 du Code de l'urbanisme, le Conseil Municipal doit définir les objectifs poursuivis dans le cadre d'une procédure de révision en application de l'article L153-34,

Considérant que conformément aux articles L103-3 et R153-12 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal doit fixer les modalités de concertation mis en place dans le cadre d'une procédure de révision en application de l'article L153-34,

Considérant l'avis favorable de la commission « Urbanisme, foncier » réunie le 07 novembre 2017.

Le conseil municipal, après en avoir discuté, délibéré et voté à l'unanimité (25 voix) :

- **PRESCRIT** la révision avec examen conjoint du PLU conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.
- **DEFINIT** les objectifs poursuivis, conformément à l'article L153-11 du Code de l'urbanisme, à savoir :
 - Rectifier une erreur réalisée lors de la révision du PLU.
 - Modifier le tracé de la zone urbaine UC.
- **FIXE** les modalités de la concertation qui se déroulera pendant la phase d'élaboration du projet, conformément aux articles L103-3 et R153-12 du Code de l'Urbanisme, à savoir :
 - Affichage de la délibération de prescription durant la durée des études et jusqu'à l'arrêt du projet ;
 - Information sur le site internet de la mairie ;
 - Mise à disposition d'un registre d'observations à l'accueil de la mairie ;
 - Mise à disposition des documents au fur et à mesure de l'avancée de la procédure ;

- Possibilité de rencontrer un élu sur demande écrite ;
- DIT que, à l'issue de cette concertation, un bilan sera présenté au conseil municipal qui en délibèrera et arrêtera le projet du PLU conformément aux dispositions de l'article R153-12 du code de l'Urbanisme.

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois. En outre, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Cette délibération fera également l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune.

Conformément aux dispositions des articles R153-21 du code de l'Urbanisme, la présente délibération sera exécutoire de plein droit à compter de sa transmission au Préfet et de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité précitées.

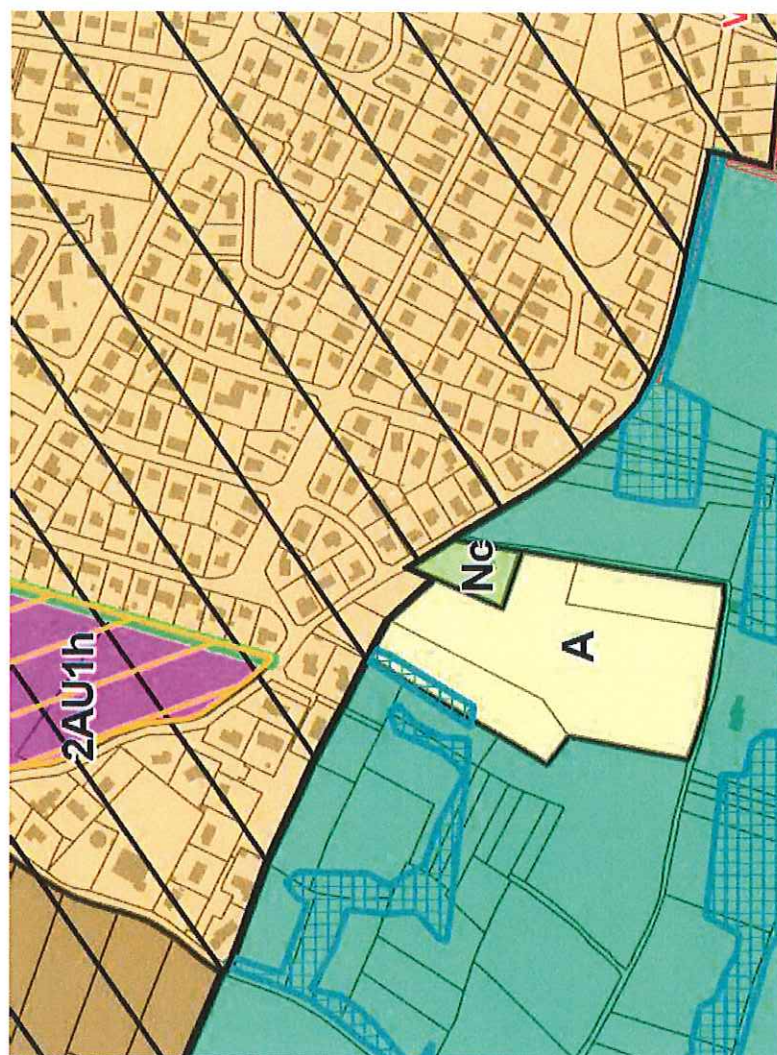
Conformément aux dispositions de l'article L132-11 du code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9.

Le 17 novembre 2017,

Le Maire
Christiane GUICHERD



Annexe 1 : Situation du secteur objet de la révision n°1 au regard du PLU



Prescription de la révision avec examen conjoint du PLU et définition des modalités de concertation